L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC Aujourd'hui Vol. 14 No 6 Octobre 2012

Fonds de Développement de la SADC
Plan d'infrastructure clé de l'intégration régionale

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE a pris un pas significatif en avant dans sa quête de l'intégration régionale plus profonde après l'approbation d'un plan longtemps attendu qui expose la vision de la région pour le développement d'infrastructure.

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC tenu à Maputo en Mozambique, en Août a endossé un certain nombre de mesures sur la voie en avant pour la région en ce qui concerne l'intégration économique et la coopération politique.

Le rehaut du Sommet était l'adoption de la Vision du Plan Majeur de Développement d'Infrastructure Régionale 2027, un plan de 15 ans qui guidera l'implémentation des projets d'infrastructure transfrontaliers à partir de 2013 à 2027.

"Le plan servira d'un cadre stratégique clé pour guider l'implémentation de réseaux d'infrastructure trans- frontalier efficaces et rentable dans une manière intégrée et coordonnée dans tous les six secteurs, nommément l'Énergie, le Transport, le Tourisme, le ICT et Postal, la Météorologie et l'Eau," la SADC a dit dans un communiqué publié après le Sommet.

Le plan majeur sera exécuté dans trois phases de cinq ans – le court terme (2012-2017), le moyen terme (2017-2022) et le long terme (2022-2027).

Dans le secteur de l'énergie, par exemple, le plan adresse quatre régions clé de la sécurité énergétique, en améliorant l'accès aux services d'énergie modernes, en exploitant les ressources d'énergie abondantes et en élevant l'investissement financier tandis qu'en améliorant la maintenance de l'environnement.

Quant aux sous-secteurs de route, rail, ports, voies navigables intérieures et réseaux aériens de transport, le Plan de Secteur de Transport adresse aussi quatre régions critiques, en améliorant nommément l'accès aux corridors de transport de chaîne valeur; la réduction du prix de transport; le fait d'améliorer l'esprit de compétition et en fournissant le coffre-fort et les services sûrs de transport.

D'autres régions clé à être visées incluent l'eau, le tourisme, la météorologie et les secteurs de technologie d'information et de communication pour garantir le développement socio-économique dans la région.

Le plan majeur est conformément au Programme de l'Union Africaine pour le Développement d'Infrastructure de l'Afrique (PIDA) et constituera une contribution clé au Plan Majeur d'Infrastructure du groupement Tripartite proposé couvrant la moitié des États Membres de l'UA, en couvrant le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC.

suite page 2...

POLITIQUE 3
SOMMET 4-5
INFRASTRUCTURE 6
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE 7
ÉNERGIE 8-9
RESUME DES AFFAIRES 10
DIRECTION 11
CULTURE 12
TOURISME 13
ÉLECTIONS 14
ÉVÉNEMENTS 15
HISTOIRE AUJOURD'HUI 16

SUITE DE LA PAGE 1

Plan d'infrastructure clé de l'intégration régionale

Le sommet a noté le progrès vers l'opérationnalisation du Fonds de Développement Régional de la SADC, un mécanisme financier pour mobiliser des ressources des Etats Membres, le secteur privé et les partenaires de développement.

Le Fonds, qui a été approuvé par le Conseil des Ministres qui a précédé le Sommet, sera utilisé pour financer des programmes et des projets de la SADC.

L'accord sur les aspects différents du Fonds a été atteint par les ministres, en incluant des fenêtres pour financer les régions prioritaires d'infrastructure et de développement industriel.

Le Fonds aura une capitale souscrite d'US$1.2 milliard à être levé comme la capitale de graine.

Le sommet a dirigé aux ministres responsables de la finance et de l'investissement dans la région d'adresser en urgence des modalités pour opérationnaliser le Fonds. Ceux-ci incluent le montant du Fonds aussi bien que les droits de vote et la structure d'administration.

Les projets d'infrastructure de priorité identifiés exigeront US$500 milliards d'être réalisé, avec le transport, l'énergie et l'eau prenant la part importante des exigences de financement.

Une conférence d'investissement programmée entre Janvier et Mars 2013 pour attirer des investisseurs potentiels pour les projets d'infrastructure régionaux identifiés pendant que les spectacles routiers sont aussi planifiés en Asie, en Europe et aux États-Unis pour le même but.

Le sommet a aussi reçu un rapport par le Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale sur le cadre pour l'Union Douanière de la SADC proposée, dont le lancement a été proposé en 2010. Le rapport a exposé un plan routier pour l'Union Douanière, en incluant des paramètres, des points de référence et un brouillon modèle d'Union Douanière pour la région.

Le Détachement Spécial a reçu un mandat de travailler de près avec le Secrétariat de la SADC pour garantir que le travail préparatoire pour l'Union Douanière commence.

Sur la Zone de Libre-Echange (ZLE) de la SADC, les dirigeants ont noté que c'était du travail en progrès, mais a admis qu'une des obstacles émergeant était le besoin à prioriser l'industrialisation pour adresser le problème de niveaux inégaux de développement parmi les états membres.

Les différents niveaux de développement ont été cités comme une région d'inquiétude importante parmi les plus petits états membres qui estiment que les plus grandes économies sont en position de profiter plus de la ZLE.

Le Sommet de la SADC a endossé une série de recommandations sur la voie en avant pour le Madagascar, après la soumission du rapport de la Troïka sur la Politique, la Paix et la Sécurité.

"Depuis que les deux chefs Malagasy eux-mêmes ne sont pas venus à un accord, il a été au Sommet de la SADC d'élaborer la voie en avant, en tenant particulièrement compte du risque de la situation de sécurité dans le pays," a dit le Président des Seychelles James Michel.

Seychelles a joué un rôle de soutien clé dans la préparation des recommandations en accueillant les deux réunions tenues entre l'ancien Président Marc Ravalomanana et le Président de l'Autorité de Transition Andry Rajoelina et aussi par sa participation dans la mission de consultation de la SADC au Madagascar en Août.

Après les réunions aux Seychelles, où aucun accord n'a été atteint entre les dirigeants, le Sommet a élaboré les pas à être pris pour garantir que la préparation des élections va bien.

Les recommandations clé du Sommet étaient l'endossement complet de l'agenda des élections proposé par les Nations Unies et la Commission Électoral National Indépendante de la Transition (CENIT). Les élections présidentielles surviendront ainsi le 8 Mai 2013.

Pendant que le Sommet ne pouvait pas se prononcer sur si Rajoelina et Ravalomanana pourraient se présenter pour les prochaines élections ou pas, il a pris note du rapport de la mission de consultation que la proposition pour les deux chefs de ne pas prendre position offrirait le meilleur trajet vers le fait de garantir des élections pacifiques.

Le sommet a aussi reconnu le risque de violence et d'instabilité par rapport au retour éventuel de l'ancien Président Ravalomanana et a demandé au Secrétariat de la SADC de dépêcher une équipe d'experts de sécurité au Madagascar pour évaluer l'environnement de sécurité avec une vue à la réalisation des recommandations sur le retour de l'ancien président.

"Nous sommes satisfaits que les recommandations ont stipulé que le grand soin soit pris en ce qui concerne les modalités du retour de l'ancien président pour protéger un environnement pour préparer les élections," a dit Michel.

Le retour de l'ancien Président sera fait en consultation avec les forces de sécurité du Gouvernement de Transition pour garantir que la stabilité du pays est maintenue.

"Nous prenons aussi des notes que la proposition pour les deux dirigeant de ne pas être au cours des 'élections offre peut-être la solution la plus simple. Nous conseillons aux deux dirigeants de continuer des discussions avec une vue à la conclusion d'une solution qui priorise les gens Malagasy."

Le Sommet a aussi demandé l'implémentation complète de l'amnistie en faveur de Ravalomanana.

Sur le Tribunal de la SADC suspendu, le Sommet a décidé qu'un nouveau Protocole sur le Tribunal devrait être négocié et que l'autorité de la cour de justice soit confinée à l'interprétation du Traité et Protocoles de la SADC se rapportant aux disputes entre les états membres.

Le sommet a approuvé et a signé le Projet d'Accord sur l'Assistance dans les Questions Fiscales; le Protocole Préliminaire sur le Commerce dans les Services; et un Déclaration Préliminaire sur la Tuberculose dans le Secteur d'Exploitation Minière. *sardc.net* ❐

SADC pour accélérer la parité des sexes

ON A conseillé aux Etats Membres d'adopter des mesures pour accélérer le progrès vers la cible de représentation égale pour les femmes et les hommes dans les structures de prise de décision politiques et autres.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC se sont confiés à l'accomplissement de la parité des sexes et de l'atteinte de la représentation de 50 pour cent de femmes dans les structures de prise de décision politiques d'ici à 2015.

La SADC reconnaît que la participation politique égale et expressive des femmes, qui constituent plus de la moitié des populations des Etats Membres, est un avancement démocratique important pour la région.

C'a été reflété dans le Protocole sur le Genre et le Développement de la SADC signé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC le 17 Août 2008 à Johannesburg, en Afrique du Sud où l'engagement a été fait sur 28 clauses concernant l'égalité des sexes, parmi d'autres, d'atteindre au moins 50 pour cent de représentation des femmes et de participation dans les positions de prise de décision d'ici à 2015.

La finale communiqué du 32ème Sommet de la SADC à Maputo en Août 2012 "a conseillé aux Etats Membres de considérer l'adoption des mesures appropriées, en incluant la législation, la politique et la réforme des systèmes électoraux, faciliter la réalisation du but de la parité des sexes."

Quelques tendances positives ont été notées du point de vue du mouvement vers la parité des sexes dans la région de la SADC, mais quelques avances n'ont pas été soutenues.

Les Etats Membres de la SADC ont collaboré pour soutenir le premier candidat des femmes à prendre l'emploi supérieur à la Commission de l'Union Africaine et la région en a eu deux femmes présidents comme la Présidente actuelle Joyce Banda du Malawi et l'ancienne Présidente par Intérim de l'Ile Maurice, Monique Ohsan-Bellepeau.

Sept pays – le Botswana, le Lésotho, la Mozambique, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie et le Zimbabwe – ont eu des Speakers de femme ou des officiers présidant de parlement depuis 1994.

Avec trois ans restants avant la date limite pour atteindre la parité des sexes de 2015, la plupart des Etats Membres ont déjà institué des mesures pour accélérer les mesures consentis, bien que deux Etats Membres de la SADC (le Botswana et l'Ile Maurice) n'aient pas encore signé le Protocole.

Ceux-ci incluent le développement du plan routier national avec des actions concrètes à être prises pour exécuter le Cadre de 50:50 d'ici à 2015.

Ils ont aussi lancé des consultations au niveau d'Etat Membre pour galvaniser des efforts nationaux par la domestication de divers engagements régionaux et internationaux faits par les pays en ce qui concerne l'égalité des sexes et la mécanisation des femmes.

Il y a des plans pour renforcer des programmes de renforcement des capacité pour les femmes et la formation des sexes pour les structures nationales clé et les institutions, aussi bien que retenir toutes les parties politiques pour adopter des stratégies de parité des sexes. ❐

Le protocole du Tribunal de la SADC à être négocié

LES DIRIGEANTS de l'Afrique Australe ont ordonné qu'un Protocole sur le Tribunal de la SADC et les Règles de Procédure de cela soit négocié et la juridiction du nouveau Tribunal soit confinée seulement à un rôle consultatif et à une interprétation du Traité de la SADC et de n'importe quels protocoles qui peuvent être négociés parmi les Etats Membres.

Selon une finale communiqué publié à la fin du 32ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC, les dirigeants de la SADC "ont décidé qu'un nouveau Protocole sur le Tribunal devrait être négocié et son autorité devrait être confinée à l'interprétation du Traité et des Protocoles de la SADC se rapportant aux disputes entre les Etats Membres."

Le Tribunal a été établi par un amendement au Traité de la SADC et a été constitué pour garantir l'adhérence à et l'interprétation nécessaire des provisions du Traité et des instruments auxiliaires et juger sur les disputes qui peuvent y être renvoyées par les gouvernements ou les individus.

Le sommet a suspendu le travail du Tribunal en 2010 et a ordonné une révision du rôle et de la juridiction de la cour de justice régionale, après que quelques pays ont objecté à sa constitution par un amendement plutôt qu'un protocole séparé exigeant la ratification par le processus utile dans tous les états membres.

En 2011, le Sommet a étendu la suspension du Tribunal, en autorisant "les Ministres de Justice/ Procureurs Généraux pour lancer le processus visé au fait d'amender les instruments juridiques pertinents de la SADC et soumettre un état de situation au Sommet en Août 2011 et le rapport final au Sommet en Août 2012."

Le Comité des Ministres de Justice/Procureurs Généraux avait pendant les deux ans passés essayés de développer un Protocole révisé, mais ont été en désaccord sur quelques éditions.

Une des éditions collantes était l'introduction d'un nouvel Article 55 sur les Provisions Transitionnelles. Parmi d'autres éditions, l'Article a suggéré qu'un Tribunal reconstitué conformément à un Protocole Révisé pourrait reprendre des cas existants du vieux Tribunal.

Quelques Etats Membres se sont opposés à l'introduction de l'Article, en soutenant que dès que le Protocole Révisé est entré en vigueur, le vieux Protocole n'aurait plus d'effet et d'actions ou les cas ont entendu auparavant cesserait d'avoir l'effet. ❐

La demande pour une action augmentée contre le VIH et le SIDA

LE SOMMET a conseillé aux Etats Membres de soutenir l'implémentation des programmes régionaux pour combattre la propagation du VIH et du SIDA.

En notant le progrès dans l'implémentation de la Déclaration de Maseru de 2003 en combattant le VIH et le SIDA, les chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC ont demandé le fait d'augmenter des efforts pour réduire des nouvelles infections et encourager le changement positif de comportement parmi le jeune.

Les programmes régionaux en cours incluent le VIH et le SIDA SADC l'initiative transfrontalière pour fournir les services préventifs, du soin et de traitement aux points de frontière.

L'écoulement augmenté de circulation commerciale s'est ensuivi dans une haute prédominance du VIH et du SIDA parmi le haut risque et les populations saisonnières non documenté dans les villes frontalières.❐

Les dirigeants approuvent le Protocole Préliminaire sur le Commerce dans les Services

SADC A approuvé le Protocole Préliminaire longtemps attendu sur le Commerce dans les Services qui a l'intention de fournir un cadre à la libéralisation progressive du commerce dans six secteurs de services de priorité parmi les Etats Membres.

L'idée d'un accord régional sur le commerce dans les services dans la SADC a d'abord été formalisée en 2002 où les ministres de Commerce ont consentis pendant une réunion au Botswana pour inclure une Annexe sur le Commerce dans les Services au Protocole de la SADC sur le Commerce.

L'inquiétude a été alors levée sur si une Annexe au Protocole Commercial était la forme juridique adéquate pour répondre aux besoins de commerce dans les services, en nécessitant le commencement des discussions sur le Protocole Préliminaire sur le Commerce dans les Services.

Les ministres ont approuvés que les négociations visent initialement aux services fournis par les communications, la construction, l'énergie, la finance, le tourisme et les secteurs de transport.

Le Protocole Préliminaire sur le Commerce dans les Services a été adopté par les ministres responsables du commerce en Juillet 2009, mais a été présenté pour la signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement à leur 32ème Sommet en Août en Mozambique après le déblayage par le Comité des Ministres de Justice/Procureurs Généraux.

Le protocole Préliminaire contient des obligations générales pour les Etats Membres comme la transparence, l'octroi de la plupart de statut de nation préféré et de règlement domestique.

Il fournit un cadre à l'enlèvement progressif des barrières pour faire du commerce dans les services, initialement dans les six secteurs de priorité.

À leur réunion en Novembre 2011, les Ministres responsables du commerce dans la région de la SADC ont approuvé le commencement des négociations sur les engagements de libéralisation dans les six secteurs de priorité.

La première réunion des négociations était programmée pour Avril 2012 auquel on s'attendait à ce que les Etats Membres aient développé un plan routier pour les négociations et s'entendre sur l'organisation des négociations.

Les développements pendant quelques décades passées ont nécessité le besoin pour un accord régional sur le commerce dans les services.

Le commerce dans les services grandit à un pas très rapide partiellement en raison des développements dans la technologie d'informations et de communication.

Dans l'Afrique Australe, le secteur de service représente une part augmentant du Produit Intérieur Brut (le PIB) et l'emploi.

Les services jouent un rôle clé dans l'intégration régionale, en incluant le renforcement d'infrastructure, l'esprit de compétition et l'aide commerciale.

Le transport, la logistique et les services de distribution sont essentiels pour déplacer des marchandises et des services d'un pays à un autre pendant que la télécommunication et les services financiers réduisent les prix transactionnels et soutiennent le commerce.

Le commerce des services Clé dans le commerce régional

Le développement du commerce dans les services peut aussi contribuer à l'accomplissement des Buts de Développement du Millénaire établi par les Etats Membres en contribuant au développement social et à la réduction de pauvreté.

Il y a, pourtant, un chevauchement entre les six régions de priorité identifiées pour la libéralisation dans le Protocole Préliminaire sur le Commerce dans les Services et les accords existants pour l'harmonisation dans la SADC.

La SADC a déjà conclu des protocoles spécifiques sur le tourisme; l'énergie; le transport, les communications et la météorologie; et la finance et l'investissement.

Un des défis dans le développement du protocole de services préliminaire a été de garantir qu'il n'est dans le conflit avec aucune des provisions contenues dans les protocoles existants. ❐

Prix de Mass-média de la SADC 2012 présentés

LES VAINQUEURS des Prix de Mass-média 2012 de la SADC ont été présentés avec des prix pendant la cérémonie d'inauguration du 32ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC à Maputo, en Mozambique.

Le président entrant de la SADC, le Président Armando Guebuza de Mozambique a présenté les prix aux vainqueurs.

Trois des Prix étaient pour l'excellence dans les reportages sur l'administration de ressources d'eau dans l'Afrique australe pendant que les autres trois étaient pour l'excellence dans la promotion de l'intégration régionale.

Factmore Dzobo du Zimbabwe a reçu le prix pour le meilleur journaliste de la presse écrite pour son article sur l'importance d'impliquer les femmes dans l'administration d'eau.

Le prix dans la catégorie radio d'eau est allé à Belmiro Mangaze de Mozambique pour son rapport sur l'importance d'eau dans le développement régional et national.

Le journaliste de photo du Times de Lésotho, Ramajake Monamane a reçu le Prix de Photo d'Eau pour ses photos représentant l'état critique des gens dans un village au Lésotho dans le besoin d'eau potable propre, sûre et potable.

Les prix pour l'excellence dans la couverture d'administration de ressources d'eau ont été présentés en 2007 selon le programme du Secteur d'Eau de la SADC pour renforcer la conscience sur les problèmes d'eau dans la région, aussi bien qu'encourager des journalistes à écrire de l'Administration de Ressources Intégrée D'eau (IWRM).

Les prix pour l'excellence dans la promotion de l'intégration régionale dans la SADC sont allés à Yobe Shonga du Botswana qui a ramassé le prix pour la catégorie de photo pendant que Patson Phiri de la Zambie et Jugdish Jatoo de l'Ile Maurice ont reçus les prix pour la presse écrite et les catégories de télévision. ❐

Le Sommet discute le cadre pour l'Union Douanière de la SADC

LA SADC a révisée le progrès dans l'implémentation de l'ordre du jour d'intégration économique régional et a résolu de continuer avec les préparations pour le lancement de l'Union Douanière proposée.

Le sommet a reçu le rapport du Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale sur le cadre pour l'Union Douanière de la SADC.

Le rapport a exposé les éléments clé de l'Union Douanière proposée comme les paramètres, les points de référence, une modèle de l'union douanière pour la région et le choix du moment d'activités causant le lancement de l'union.

Le but général de l'intégration économique régionale de la SADC est de faciliter la libéralisation commerciale et financière, le développement industriel compétitif et diversifié et l'augmentation de l'investissement par l'établissement d'un Marché Commun de la SADC.

Le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de la SADC (RISDP), qui est actuellement sous révision, a exposé des horaires indicatifs pour établir la Zone de Libre-Échange de la SADC avant 2008, l'Union Douanière de la SADC avant 2010, le Marché Commun de la SADC avant 2015 et l'Union Monétaire de la SADC avant 2016.

La ZLE de la SADC est entré en vigueur le 1er Janvier 2008 après l'implémentation d'engagement aux réductions progressives tarifaires entre 2000 et 2007. Deux pays, l'Angola et la République Démocratique du Congo, ont dit qu'ils rejoindront la ZLE plus tard.

L'Union Douanière de la SADC n'a pas été rendue compte en 2010 comme planifié, avec le défi principal étant les adhésions chevauchantes. Presque tous les Etats Membres de la SADC, à l'exception de l'Angola et de la Mozambique, appartiennent aux Unions Douanières existantes.

Techniquement, un Etat Membre ne peut pas appartenir à plus d'une Union Douanière à cause du Tarif Externe Commun. Les Etats Membres, donc, doivent choisir à quelle Union douanière ils veulent appartenir et leurs décisions peuvent avoir des implications générales pour la SADC.

En vue de ces défis, le Sommet de la SADC à Windhoek en Août 2010 a réaffirmé son engagement à établir une Union Douanière de la SADC et a reconnu le besoin d'établir des synergies entre les processus pour consolider la ZLE de la SADC, l'Union douanière et la ZLE Tripartite proposé comprenant le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe, la Communauté de l'Afrique de l'Est et la SADC.

Le Sommet 2010 a endossé la décision du Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale pour nommer un Groupe Spécialisé de Haut Niveau (HLEG) sur l'Union Douanière de la SADC dont l'autorité était de consolider et raffiner le travail technique précédent entrepris pour atteindre l'accord et la compréhension commune sur les éléments clé comme les paramètres, les points de référence et les horaires d'une modèle de l'Union Douanière et de ses modalités d'implémentation.

Le HLEG a soumis son rapport sur le cadre de l'Union Douanière de la SADC au détachement spécial ministériel en Novembre 2011.

Le Ministre des Relations et de Coopération Internationales Sud-Africaine, Maite Nkoana-Mashabane a dit que la priorité immédiate pour la SADC était de consolider la ZLE en fonction d'un plan matrice d'action de 15 points consentis par les Etats Membres.

Le plan d'action se concentre sur la révision de règles d'origine, l'achèvement de la réduction progressive tarifaire et l'enlèvement des barrières non tarifaires.

"Il est important de garantir l'implémentation complète par les Etats Membres de la ZLE pendant que, d'autre part, résolvent la question d'adhésion chevauchante avant le fait de progresser vers une Union Douanière de la SADC," a-t-elle dit.

Le Secrétariat de la SADC, en association avec les Etats Membres, est actuellement occupé dans une révision du RISDP vers le fait de reconfigurer le plan routier de la SADC pour guider le processus d'intégration régional mis en ligne vers les bornes routières réaliste, mesurable et livrables et les horaires. ❐

Les Chefs d'États de la SADC au Sommet en Mozambique

SADC pour engager le Rwanda sur les rebelles de la RDC

LE SOMMET a autorisé le président entrant de la SADC, le Président Armando Emilio Guebuza de Mozambique d'engager le Président Rwandais Paul Kagame de chercher son engagement à arrêter le soutien militaire aux rebelles dans l'est de la République Démocratique du Congo (DRC).

Le communiqué du Sommet a demandé au Rwanda "de cesser tout de suite son interférence qui constitue une menace à la paix et à la stabilité, pas seulement pour la RDC, mais aussi pour la région de la SADC" et a confirmé Guebuza de visiter le Rwanda afin d' "engager le gouvernement du Rwanda avec le but de conseiller à cela d'arrêter les soutient militaires aux rebelles armés dans la RDC".

Le sommet a accusé le Rwanda d'intervention dans la RDC, en soutenant les rebelles du mouvement M23. ❐

Le Président Mozambicain Guebuza nouveau président de la SADC

LE PRÉSIDENT de Mozambicain Armando Emilio Guebuza est le nouveau président de la SADC, pendant que sa contrepartie Malawienne Joyce Banda a été élue député.

Guebuza a pris le siège tournant du Président Jose Eduardo dos Santos de l'Angola, qui a accueilli le Sommet de la SADC en 2011.

Donc, la Mozambique, le Malawi et l'Angola comme les actuels, passés immédiats et suivants présidents, complètent la Troïka de la SADC. Le sommet suivant programmé pour le Malawi en Août/Septembre 2013.

L'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité est maintenant présidé par le Président Jakaya Kikwete de la République Unie de la Tanzanie, avec le Président Namibien Hifikepunye Pohamba comme le député. L'Afrique du Sud, comme la présidence passée immédiate est aussi sur l'Organe deTroïka.

Dans son discours d'acceptation, Guebuza a dit qu'il utilisera son engagement comme président de la SADC pour renforcer davantage le développement d'infrastructure dans la région.

"Nous reconnaissons que l'infrastructure joue un rôle essentiel dans l'intégration régionale. Il est à ce propos que l'on devrait regarder le Plan Majeur de Développement d'Infrastructure de la SADC," a dit Guebuza. ❐

SADC crée un fonds pour accélérer le développement d'infrastructure

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE prend des mesures pour accélérer l'investissement dans l'infrastructure, considéré comme l'un des facilitateurs clé à l'intégration régionale.

Le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé la création d'un Fonds de Développement Régional longtemps attendu, à qui une des priorités principales sera le financement d'infrastructure dans la région.

Le Plan Majeur de la SADC guidera le développement dans l'Infrastructure Clé comme l'énergie, l'eau et le transport

Selon le Député Secrétaire Exécutif de la SADC responsable de l'intégration régionale, João Caholo, le fonds proposé aura une capitale souscrite d'US $1.2 milliards.

"Nous avons reçu un mandat par le Conseil d'examiner des questions à propos du développement du fonds comme le scrutin et la structure d'administration," a dit Caholo à la fin du Conseil des Ministres de deux jours tenus en avance du 32ème Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC à Maputo, en Mozambique.

Il a dit que le Secrétariat de la SADC a aussi reçu un mandat par le Conseil d'établir combien sera la capitale publiée du fonds.

"Nous contemplons quelque chose entre US$10 et US$250 millions," a-t-il dit.

Le financement pour la facilité proposée est attendu venir des Etats Membres, mais "nous ne fuirons pas loin du secteur privé".

"Nous voulons leur apporter à bord pour qu'ils montrent leur volonté pour développer la région. Nous espérons aussi apporter à bord nos partenaires de développement," a dit Caholo.

Le fonds proposé sera utilisé pour l'intégration régionale. La première priorité sera le développement d'infrastructure et la deuxième priorité reliera l'infrastructure au développement général

Bien que le point de mire pour la coopération régionale se soit déplacé à la promotion d'investissement et à la production pendant les 32 ans passés, le développement d'infrastructure reste un chauffeur clé d'intégration régionale dans la région de la SADC et était priorisés dans le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP) en 2003 comme un facilitateur de commerce intra-régional et de croissance économique.

Le RISDP est le plan de développement de 15 ans de la SADC.

Les secteurs principaux de point de mire pour le programme d'infrastructure de la SADC sont l'Énergie, le Transport, les Télécommunications, l'Eau et le Tourisme.

La stratégie importante de développement suivie par la SADC est le concept de développement du corridor, autrement connu comme l'Initiative de Développement Spatiale (SDI), une stratégie qui reconnaît l'interdépendance de secteurs différents.

Par exemple, le concept de SDI reconnaît que les secteurs comme le tourisme, l'agriculture, l'exploitation minière ou le commerce ne peuvent pas atteindre leur potentiel de développement complet sans être soutenus par une infrastructure d'énergie, d'eau, de transport et de communications vibrante et adéquate.

L'attraction principale est que la stratégie profite fondamentalement de l'existence inévitable, sous-utilisé prouvé du potentiel de développement économique dans les SDI.

Le concept des SDI a été popularisé dans la SADC avec l'arrivée du Corridor de Développement de Maputo généralement réussi en 1995.

Acclamé comme un modèle réussi qui a attiré l'investissement du secteur privé dans le soutien des secteurs publics de Mozambique et d'Afrique du Sud, le Corridor de Maputo était le premier de sa sorte au niveau régional qui a provoqué le calquage du développement intégré ce qui est en tous un trajet de transport et de commerce.

Malgré ses restrictions, en manquant par exemple de détourner la circulation du Corridor du Nord-Sud (du port de Durban à travers Johannesburg en Afrique du Sud au Zimbabwe et plus au nord), le projet était un énorme succès du point de vue de la création d'emploi, surtout sur le côté Mozambicain où bien de 15,000 emplois ont été créés à l'usine de fusion en aluminium Mozal et d'autres projets.

La stratégie de développement a été utilisée pour informer le développement régional essentiellement vers les trajets de transport ou commerciaux, les grilles de transmission d'énergie, les régions de conservation de tourisme, les cuvettes de rivière et les pivots de télécommunication régionale et internationale.

Pourtant, la plupart des SDI sont toujours à l'étape de planification attendant d'être complètement financés et, donc, pris au niveau d'implémentation.

Le plan majeur de développement d'infrastructure régional longtemps attendu de l'Afrique Australe a été approuvé par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC tenu à Maputo en Août.

Cela suit la finalisation du plan majeur par les ministres responsables de l'infrastructure qui s'est rencontré à Luanda, en Angola vers la fin de Juin.

Le plan majeur guidera le développement dans l'infrastructure clé comme la route, le rail et les ports et agirait aussi comme un cadre pour la planification et la coopération avec les partenaires de développement et le secteur privé. *sardc.net* ❐

Les compagnies mettent une enchère pour l'étude de faisabilité de voie navigable du comté de la Zambèze

SIX COMPAGNIES ont soumis des offres pour accomplir une étude de faisabilité pour le Projet du Voie navigable du comté de la Zambèze de reconsidérer la possibilité d'ouvrir les deux fleuves à la navigation internationale.

Selon le Ministre de Transport Malawien Sidik Mia, le but de l'étude est d'évaluer l'impact à l'environnement par la navigation le long des fleuves du district Mozambicain de Chinde, à la bouche du Zambèze, au port Malawien de la rivière de Nsanje, sur le Comté.

Les offres sont maintenant à l'étude par le gouvernement Malawien, le Secrétariat de la SADC et la Banque de Développement Africaine. *AIM* ❐

Les pronostics de hauteur des précipitations pour l'Afrique australe, normal à au-dessus-normal

par Neto Nengomasha

LES EXPERTS météorologique dans l'Afrique australe ont prévu des précipitations normal à au-dessus-normal dans la plupart des parties de la région pour la saison agricole 2012/13.

Selon le 16ème Forum de Perspective Climatique Régional de l'Afrique Australe (SARCOF 16) qui s'est rencontré au Zimbabwe en Août, les pronostics des précipitations venant ont été divisés en deux parties comme d'habitude, Octobre- Décembre 2012 et Janvier-Mars 2013.

Le Forum a prévu des précipitations normal à au-dessus-normal dans la plupart des parties de l'Afrique australe pendant la première moitié de la saison (Octobre-Décembre).

Ces régions incluent le Nord et le centre de la Mozambique, le sud de la Tanzanie, la Malawi, l'extrême nord de la Zambie, la plus grande partie de l'Angola, la République Démocratique du Congo (RDC), la Namibie et la Zambie, la moitié de l'est du Madagascar, la moitié du Nord du Zimbabwe, la moitié occidentale du Botswana, les parties centrales et occidentales de l'Afrique du Sud et du Lésotho occidental.

Les chances augmentées des précipitations d'au-dessus-normal à la normale sont attendues dans le nord de la Tanzanie, l'est de la Madagascar et de l'Ile Maurice.

Pourtant, le nord de la RDC, le sud-ouest de l'Angola, le sud-ouest de la Zambie et les régions côtières de la Namibie, les parties du sud et occidentales du Zimbabwe, le sud de la Mozambique, les régions côtières occidentales et les parties du nord-est de l'Afrique du Sud, le Madagascar occidental et tout le Swaziland ont une chance augmentée de recevoir des précipitations normal à au-dessous-normal.

Dans la deuxième moitié de la saison de pluie, on s'attend à ce que la grande partie de la SADC reçoive des précipitations normal à au-dessus-normal.

Cela couvre le Malawi, la Zambie, le Nord de la Mozambique, la grande partie de l'Angola, le Madagascar, la Namibie et la Tanzanie, le sud-est de la RDC, la moitié occidentale du Botswana, la plupart des parties centrales et occidentales de l'Afrique du Sud, les parties occidentales du Lésotho et la moitié du Nord du Zimbabwe.

Des précipitations d'au-dessus-normal à la normale sont attendues dans le nord extrême de la Tanzanie et l'Ile Maurice.

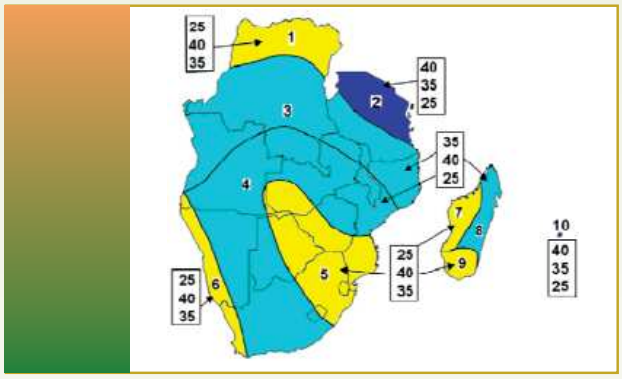
Pourtant d'autres parties de la région recevront probablement normal au-dessous normal pendant la même période.

Ceux-ci incluent la moitié du sud du Zimbabwe, la moitié de l'est du Botswana, l'Afrique du Sud centrale, l'est de Lésotho, Swaziland et le sud de la Mozambique, le sud-ouest de l'Angola, les franges occidentales de la Namibie et de l'Afrique du Sud et le sud extrême du Madagascar.

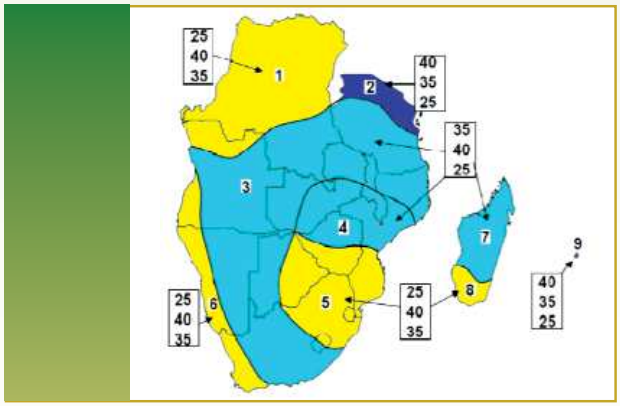
On s'attend à ce que la plus grande partie de la RDC et le nord extrême de l'Angola ait des conditions d'au-dessous-normale à la normale dans cette période.

La perspective des précipitations pour l'Afrique australe a été préparée par les scientifiques de climat des services nationaux météorologiques et hydrologiques dans la région de la SADC, aussi bien que le Centre de Contrôle de Sécheresse de la SADC et l'Institut International de Recherche pour le Climat et la Société.

Prévision d'hauteur des précipitations Octobre-Décembre 2012



Prévision d'hauteur des précipitations Janvier-Mars 2013



Les pourcentages en chaque zone montrent d'hauteur des précipitations probables. Le numéro en haut montre la probabilité d'hauteur des précipitations à la catégorie normal à au-dessus-normal, le milieu numéro est normal et le numéro en bas est au-dessous-normal.

Dans le développement de cette perspective, les scientifiques de climat ont utilisé des vues statistiques et d'autres prédictions climatique pour déterminer des probabilités des précipitations d'au-dessus-normal, normal et au-dessous-normal pour chaque région.

Les précipitations d'au-dessus-normal sont définie comme étant parmi les tiers des quantités des précipitations les plus pluvieux des enregistrées pendant les 30 ans à partir de 1971 et 2000 pendant que au-dessous-normal est défini comme les tiers des quantités des précipitations les plus secs et normal est le tiers du milieu.

Les scientifiques ont aussi tenu compte qu'El Niño-Southern Oscillation (ENSO) va être dans une faible phase chaude, projetée à persister dans le début de 2013.

El Nino est une condition météorologique qui commence par le réchauffement des eaux dans l'Océan Pacifique Occidental et affecte finalement le climat global.

Les événements de chauffage naturels changent les formules météorologiques dans le monde entier, en provoquant sans doute des sécheresses dans l'Afrique australe ou en contribuant à leur sévérité.

La Nina est un opposé d'El Nino où l'Océan Pacifique commence par d'eaux plus fraîches que l'Océan Indien et le mouvement du vent du Pacifique vers le dernier. L'occurrence de La Nina s'ensuit dans d'exceptionnellement lourdes pluies et inondation dans l'Afrique australe.

La perspective des précipitations a été préparée par les scientifiques de climat de NMHSs, le Centre de Services du Climat et l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement de Prédiction du Climat et le Centre d'Applications de la SADC.

SARCOF 16 a été accueilli par le Département de Services Météorologique du Zimbabwe.

Les pronostics saisonniers produits par ce processus de SARCOF sont devenus un instrument de planification important pour beaucoup de communautés dans l'Afrique australe. ❐

L'ÉN
EN AFRIQUE A

Les inter connecteurs – les condu énergétique de la SADC

Résumé de Politique d'énergie No. 8, Octobre 2012

LE POOL d'Energie de l'Afrique Australe (SAPP) a identifié six projets de transmission de priorité transfrontaliers qui sont attendus améliorer la cohérence et le commerce d'électricité dans la région d'ici à 2017.

Les projets de priorité, estimés à coûter US$5.6 milliards, font partie d'un portefeuille des projets de court à moyen-terme étant poursuivis par la SAPP avec le but d'augmenter la disponibilité d'électricité dans la région et raccorder aux Etats Membres de la SADC non-participant à la grille d'énergie régionale.

Les projets de transmission prioritaire sont l'inter connecteur de Mozambique-Malawi; le " l'inter connecteur de Zimbabwe, Zambie, Botswana, Namibie" (ZiZaBoNa); le projet de renforcement d'énergie de l'Afrique du Sud; l'inter connecteur de Zambie-Tanzanie-Kenya; l'interconnexion de l'Angola; et les projets de pivot d'énergie de Mozambique.

Il y a trois catégories des projets de transmission de priorité. La première catégorie est composée des projets de transmission qui ont l'intention de soulager la congestion. La ZiZaBoNa tombe dans ce groupe.

Le deuxième groupe est ces projets de raccorder des membres non-opérants. Cela concerne surtout d'évacuer l'électricité à la République Unie de la Tanzanie de la Zambie et Mozambique, aussi bien que le branchement de l'Angola à la grille régionale.

La dernière catégorie implique des projets de transmission rattachés aux projets de nouvelle génération comme le projet de pivot de Mozambique.

L'interconnexion de l'Angola, le Malawi et la République Unie de la Tanzanie à la grille régionale a été une des priorités de la SAPP depuis plusieurs années. Tous les trois Etats membres ne sont pas à présent raccordés à la grille du SAPP.

L'Inter connecteur de Mozambique-Malawi

Le Projet de Transmission d'Interconnexion de Mozambique-Malawi est attendu d'être accompli d'ici à 2015 et raccordera le Malawi au SAPP, en permettant le commerce bilatéral d'énergie entre les deux pays.

Cela garantira que la diversification beaucoup nécessaire dans les réserves d'électricité de Malawi et permettra l'exportation de n'importe quels surplus d'électricité au tarif réduit. Il fournira aussi au secteur d'énergie de Mozambique une nouvelle source de revenu.

Sous le projet, Mozambique construira une ligne de transmission d'environ 135 kilomètres de 220 kilovolt (kV) et étendra la sous-station existante de Matambo pendant que sur le côté du Malawi, une ligne de transmission d'environ 75 kms de 220 kV sera construit et une nouvelle sous-station de 220kV installée.

L'interconnexion admettra que le Malawi ait l'accès au marché de la SAPP par la grille raccordé à la Mozambique a avec le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

Le Président Malawien Joyce Banda a signé l'accord avec sa contrepartie Mozambicaine, Armando Guebuza, pendant une visite d'état à Mozambique en Mai.

ZiZaBoNa

Le projet d'inter connecteur de transmission a la capacité d'augmenter le commerce d'électricité parmi les utilités participant, aussi bien que fournir un trajet de transport alternatif d'énergie et aider à décongestionner le corridor central de transmission existant qui traverse actuellement le Zimbabwe.

Le projet de ZiZaBoNa aidera à fournir un autre chemin de roue et, donc, augmenter le commerce entre les parties du Nord et du sud de la SADC.

La capacité initiale de l'inter connecteur de transmission sera 300 mégawatts (MW), qui seront plus tard augmentées à 600MW.

Le projet est d'être exécuté dans deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120 kilomètres et 330 kilovolts de la Centrale Hwange à Victoria Falls où une station de distribution sera construite sur le côté du Zimbabwe. La ligne s'étendra à une sous-station à Livingstone en Zambie.

La deuxième phase impliquera la construction d'une ligne de 300kms 330kV de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, par Pandamatenga au Botswana.

L'inter connecteur de Zimbabwe-Zambie sera construit comme une ligne à haute tension avec une capacité de transmission de 430kV. Pourtant, il opérera comme une ligne de 330kV pendant la première phase.

Le projet de ZiZaBoNa sera organisé comme un Véhicule d'un But Spécial, à être incorporé comme une compagnie en Namibie. Les quatre utilités prendront chacun 20 pour cent de l'équité.

Selon le SAPP, le projet devrait être prêt pour implémentation d'ici à 2016.

L'Afrique du Sud améliorant la transmission

L'Afrique du Sud a entrepris un programme de 10 ans pour étendre ou renforcer son système de transmission et construire de nouvelles centrales comme partie des mesures pour améliorer l'intégrité des réserves.

Les centrales supplémentaires et les lignes électriques générales sont entrai d'être construits sur une échelle massive pour satisfaire la demande montant d'électricité dans Afrique du Sud.

Selon le Plan de Développement de Transmission d'Eskom (2011 à 2020), l'utilité exige un investissement d'environ R166 milliard jusqu'en 2020 pour renforcer sa capacité. On s'attend à ce que cela augmente à plus d'un trillion de rand d'ici à 2026. Finalement Eskom projette de doubler sa capacité à 80,000 MW d'ici à 2026.

Le projet s'ensuivra dans de plusieurs nouvelles lignes de transmission à être ajoutées au système, avec des lignes de plus de 6,000kms 765kV et plus de 8,000kms 400kV approuvées ou proposées sur l'horizon de 10 ans.

Les renforts généraux de réseau sont proposés pour augmenter la réserve aux grilles du Cap (Sud et Ouest) et Kwa Zulul Natal (Est).

uits pour l'intégration

Il y aura aussi l'intégration des nouvelles centrales dans la province de Limpopo à la grille d'Eskom et du SAPP. Cela exigera un investissement significatif dans l'infrastructure de transmission comme les centrales sont loin des centres de charge principaux.

Les nouvelles lignes du courant continu de haut voltage (HVDC) sont aussi planifiées pour permettre l'exportation d'électricité en excès de Waterberg directement aux centres de charge à Gauteng et à Kwa Zulu Natal exigeants des lignes HVDC de 1,700kms 800kV d'être construit.

Ces nouvelles lignes de transmission font partie de la stratégie à long terme de développer un pivot de transmission principale dont les corridors d'électricité régionaux peuvent être soutenus. Le pivot et la structure du réseau du corridor d'électricité régionale permettra une plus grande sécurité de réserves comme l'électricité des nouvelles centrales est intégré plus efficacement dans le réseau de transmission, en permettant le commerce régional par la grille du SAPP.

L'Inter connecteur de Zambie-Tanzanie-Kenya

Pour intégrer son marché d'électricité, le Tripartite COMESA-EAC-SADC – comprenant du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe, la Communauté de l'Afrique de l'Est et la SADC – a besoin d'infrastructure pour soutenir la génération d'énergie supplémentaire aussi bien que la transmission régionale.

Les inters connecteurs d'électricité existants dans la région Tripartite sont insuffisants pour la transmission de longue distance et ne sont pas compatibles à l'intégration de systèmes régionale.

La Tripartite, en collaboration avec le SAPP et le Pool d'Energie de l'Afrique de l'Est (EAPP), a priorisé le développement d'inter connecteurs critiques, en incluant l'inter connecteur de Zambie-Tanzanie-Kenya (ZTK) pour améliorer l'intégration régionale et le commerce d'énergie dans et entre le SAPP et l'EAPP.

En couvrant une distance de 1,600kms, l'inter connecteur aura une capacité de 400MW et sera construit comme une ligne de circuit double de 400kV dans les sections de Pensulo en Zambie à Isinya au Kenya.

L'Inter connecteur du RDC-Angola

Ceci est un des plusieurs projets visés à raccorder des membres non-opérants du SAPP à la grille régionale.

Il impliquera la construction d'une ligne de transmission de 400kV de la RDC à l'Angola, en permettant le commerce entre les deux pays.

La RDC a la capacité de génération d'électricité vaste qui pourrait être utile pour l'économie Angolais qui se développe vite, qui est revigorée par les investissements massifs dans les secteurs de construction et d'exploitation minière.

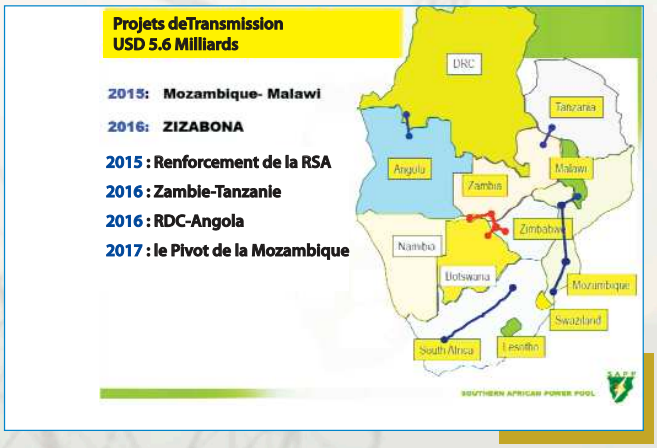
Projet de pivot de la Mozambique

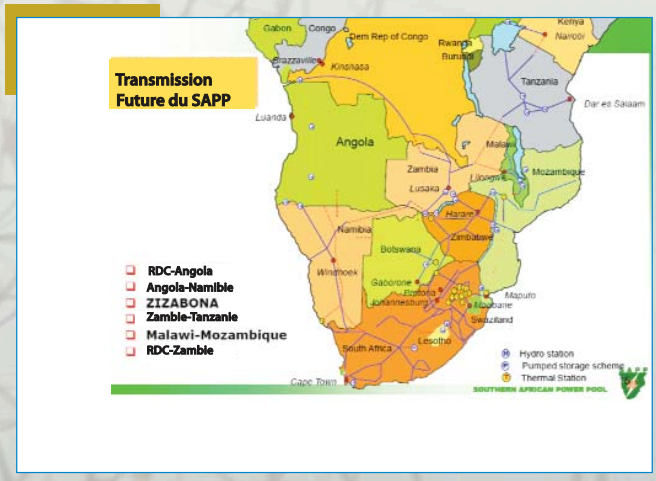
Cela implique la construction d'une nouvelle ligne de transmission d'électricité de Tete, dans la Vallée de Zambèze, à Maputo.

Cette ligne, connue officiellement comme le "Centre-South (CESUL) Project" et indépendamment comme "le pivot" de la grille d'électricité Mozambicain, est essentielle pour porter l'électricité vers le sud des nouvelles centrales planifiées à Tete. Ceux-ci incluent le barrage planifié à Mpanda Nkua, 60 kms en aval du barrage existant à Cahora Bassa, une deuxième centrale à Cahora Bassa, et des centrales tirées de charbon construites par les compagnies d'exploitation minière Vale et Rio Tinto. Sans une nouvelle ligne électrique, l'électricité produite à ces nouvelles centrales ne peut pas atteindre la région de Maputo ou être exportée en Afrique du Sud.

CESUL impliquera la construction d'une ligne de transmission à courant alternatif de 1,340kms 400KV et une ligne de 1,250kms 500KV, avec la capacité pour porter 3,100MW d'électricité. Huit nouvelles sous-stations seront construites et deux existants seront développés.

La Banque de Développement Africaine a consenti d'aider financer la construction de la ligne de transmission, estimée de coûter US$1.8 milliards. La banque a promis de fournir jusqu'à US$ 400 millions pour le projet. ❒





Le Botswana, Mozambique pour construire le port d'eau en profondeur

LE BOTSWANA et le Mozambique doivent bien entendu construire un port d'eau en profondeur à Techobanine dans la province de Maputo qui servira d'une sortie alternative et d'un point d'entrée pour les Etats Membres de SADC sans débouché sur la mer.

Le port fait partie d'un projet, estimé coûter US$7de milliard, cela inclut aussi la construction d'une ligne de chemin de fer de 1,100 kms et d'un oléoduc reliant les deux pays.

En plus de servir Botswana, qui cherche une issue plus rapide pour ses ressources naturelles, le port servirait aussi d'autres pays comme Swaziland et le Zimbabwe.

Le projet sera entrepris sur une base de concession pour les composantes différentes.

Le port est attendu occuper une région de 30,000 hectares, en incluant 11,000 hectares pour le développement industriel et sera en mesure de traiter 200 millions de tonnes de chargement par an.

Environ US$3 de milliard du financement sera investi dans Techobanine pour le port, les maisons résidentielles, les écoles et un hôpital. La première phase de construction devrait commencer en 2012 et durer jusqu'à 2015.

Techobanine est situé à 70 kms au sud du port de Maputo et 20 kms de Ponta font Ouro sur la frontière Sud-Africaine.

La ligne de chemin de fer planifiée encrera Mozambique du sud au Botswana, en traversant le Zimbabwe. *AIM* ❒

Seychelles, l'Ile Maurice crée la commission pour diriger la zone côtière

SEYCHELLES ET l'Ile Maurice ont établi une commission pour diriger la plus grande zone d'administration collective au large du monde le mesurage de 400,000 kilomètres carrés de plate-forme continentale.

Cela permettra tant à pays de conjointement réguler des activités de fond de la mer, en incluant l'exploration de pétrole que minéraux, aussi bien que la conservation et administration des ressources vivantes du fond de la mer.

Les fonctionnaires des deux pays rencontrés dans Seychelles en Août pour lancer la commission et discuter l'administration et le règlement d'activités dans la zone collective.

Le Ministre de Seychelles de l'Utilisation de Terrain et de l'Habitat, Christian Lionnet a dit que la nouvelle commission "a le grand avantage de permettre aux deux pays de tout de suite profiter de l'exploration, l'exploitation et la conservation des ressources minérales de la région".

Le Secrétaire Mauricien au Cabinet et à la Direction de la Fonction Publique, Suresh Seeballuck a noté que "une ère nouvelle de coopération, la compréhension fiduciaire et réciproque entre les deux pays a émergé." ❒

AfDB à cofinancer l'électricité de Mozambique "le pivot"

LA BANQUE de Développement Africaine (AfDB) dit qu'il financera la construction d'une nouvelle ligne de transmission d'électricité de Tete à Maputo au Mozambique.

La ligne, connue officiellement comme le "Sud de Centre (CESUL) le Projet" et indépendamment comme "le pivot" de la grille d'électricité Mozambicaine, est essentielle pour porter l'énergie des nouvelles centrales planifiées en Tete.

Ceux-ci incluent Mpanda Nkua planifié, 60 kilomètres en aval de la digue existante à Cahora Bassa; une deuxième centrale à Cahora Bassa; et les centrales tirées de charbon construites par les compagnies d'exploitation minière le Val et Rio de Janeiro Tinto.

Sans une nouvelle ligne électrique, l'électricité produite à ces nouvelles centrales ne peut pas atteindre la région Maputo ou être exportée en Afrique du Sud.

Le prix total de CESUL est estimé à US$1.8 milliard.

Le représentant de résident d'AfDB, Joseph Ribeiro a dit que la banque pourrait fournir jusqu'_à l'US $400 million.

CESUL exige à la construction de 1,340 kilomètres de 400 kilovolts (KV) la ligne de transmission de courant alternatif et 1,250 kms de 500 ligne KV avec la capacité de porter 3,100 mégawatts d'énergie.

Huit nouvelles sous-stations seront construites et deux existants seront développés. *AIM* ❒

L'Ile Maurice échange des montées de déficit

LE DEFICIT commercial de l'Ile Maurice est monté vers 20 pour cent dans l'année jusqu'au Juin, montant d'US $170 million en 2011 à l'US $203.3 million.

Selon les figures de la Statistique l'Ile Maurice, les importations sont montées à l'US $426.67 million en Juin comparé à l'US $366.7 million dans le mois correspondant en 2011.

Le déficit montant a été attribué à l'importation augmentée de denrées alimentaires et de produits pétroliers.

En même temps, les exportations de pays d'île d'Océan Indien ont grandi d'US $196.7 million en Juin de 2011 à l'US $220 million cette année.

Du point de vue des marchés d'exportation, la Grande-Bretagne était la destination principale pour les produits Mauricien, avec la valeur d'achats US$36.7 million.

Le marché français était la deuxième destination en valeur, avec US$26.5 million de valeur d'importations Mauricien, en avance des États-Unis avec US$21.6 million et l'Afrique du Sud avec US$17.8 million.

En ce qui concerne les marchés source principaux du pays, l'Inde a représenté US$93.3 million de valeur d'importations pendant que la Chine était deuxième, avec US$70 million.

Selon la Statistique Mauricienne, le déficit commercial pourrait monter à 2.83 milliards de dollars vers la fin de 2012. *Xinhua* ❒

Guebuza réélu le président du Frelimo

LE PRESIDENT actuel de la SADC, le Président Armando Guebuza de Mozambique, a été réélu à un deuxième terme comme le président de la partie dirigeante.

Guebuza a été élu sans opposition par plus de 1,800 délégués qui ont assisté au 10 ème Congrès du Frelimo tenu en Septembre à Pemba, la capitale de la province Cabo Delgado du nord.

Le Front de la Libération de Mozambique (Frelimo) a été établi en 1962 pour libérer le pays de l'autorité coloniale (accompli 1975) et a célébré son 50ème anniversaire cette année.

La réélection de Guebuza signifie que le Frelimo choisira un différent candidat présidentiel pour contester aux élections général prévues pour 2014, pas le leader du parti.

Il continuera de mener la partie et un autre collègue dirigera le pays si Frelimo gagne l'élection suivante.

Traditionnellement le dirigeant du Frelimo devient son candidat présidentiel automatique, mais Guebuza sert déjà son deuxième terme de cinq ans comme le président du pays, la limite mise selon la constitution.

Ce n'est pas la première fois que le Frelimo élu un président qui ne sera pas son candidat présidentiel au cours des élections nationales.

Ceci est arrivé auparavant pendant le 8ème Congrès du parti en 2002 où Joaquim Chissano a été réélu le président de la partie bien qu'il n'allait pas pour un autre terme de bureau comme le Chef d'Etat.

Après les élections de 2004, quand Guebuza a été élu le président du pays, Chissano est resté le leader du Frelimo pour un peu plus d'un mois avant de démissionner pour permettre à Frelimo de combiner les postes de leader de la partie et du président de la république dans les mains de la même personne.

Guebuza a prêter serment comme le Président du Mozambique au début de 2005 et a été élu pour mener le Frelimo en 2006. Il démissionnera comme le Chef d'Etat en 2015.

Il sera le président de la SADC pour l'année prochaine, après le Sommet tenu à Maputo en Août. ❒

La SWAPO se prépare au congrès électif

LE PARTI au pouvoir namibien SWAPO tiendra son 5ème congrès électif en Novembre élire une nouvelle direction et formuler des politiques depuis les cinq ans prochains.

On s'attend à ce que le président Hifikepunye Pohamba cherche un deuxième terme comme le chef de SWAPO pendant le congrès programmé pour le 29 Novembre jusqu'au 2 Décembre. Il a mené le parti depuis 2007 où il a succédé au fondateur de la SWAPO le président, Sam Nujoma pendant le 4ème congrès.

Tous les yeux seront fixés sur la position de vice-président du parti dont le vainqueur, selon une politique de succession adoptée par le Comité Central de la SWAPO, serait automatiquement le candidat du parti au cours des élections présidentielles 2014.

Selon la constitution de SWAPO, Pohamba peut rester le chef du parti après le fait d'accomplir ses deux termes constitutionnels comme le Président d'état en 2014. Il a été le Président Namibien depuis Mars 2005 et démissionnera en Mars 2015. Il a exercé les fonctions du président de la SADC pour un an pendant son premier terme.

On s'attend à ce qu'aux membres du parti aussi élisent des porteurs de bureau pour deux autres positions supérieures – le secrétaire général et le député du secrétaire général.

La constitution du parti stipule que toutes les positions deviendront vacantes avant le congrès.

Le Politburo identifiera alors un maximum de trois candidats à chaque position, qui seront soumis à l'examen rigoureux et à l'approbation par le Comité Central.

Au cas où il y a plus de trois candidats à n'importe quel poste particulier, le Comité Central coupera le nombre en bas à trois par un vote secret.

Un Comité Préparatoire du Congrès de 35 membres a été constitué en Avril pour superviser des préparations pour le congrès.Le comité est présidé par Pohamba et inclut d'autres fonctionnaires aînés comme le vice-président du parti Hage Geingob et le secrétaire général Pendukeni Iivula-Ithana.

En lançant le Comité Préparatoire du Congrès au siège social de SWAPO en Windhoek, le Président Pohamba a conseillé aux chefs du parti de s'engager aux principes d'unité.

"Nous devons utiliser la plateforme importante du congrès prochain pour d'un œil critique reconsidérer nos positions de politique sur les éditions qui sont indispensables de la réalisation de notre ordre du jour de développement national," a-t-il dit.

Le parti a tenu une Conférence de Politique Nationale en Septembre pendant laquelle 13 papiers de politique ont été discutés sur les questions se rapportant au chômage et à la pauvreté, la croissance économique, le terrain et la distribution du revenu, la livraison de soins médicaux de qualité et éducation, développement du jeune et transition générationnel. ❒

Zuma cherche la réélection à la conférence Mangaung

LE PRÉSIDENT Jacob Zuma cherchera un deuxième et final terme comme le chef du Congrès National Africain d'Afrique du Sud quand le parti se rencontre pour sa 53ème conférence nationale en Mangaung en Décembre.

La conférence nationale de l'ANC est convoquée toutes les cinq années pour élire une nouvelle direction et porter sur la carte le cours pour le parti, qui a été formée il y a 100 ans en 1912 pour s'opposer à l'autorité coloniale et plus tard le système permettant l'apartheid quand il a été présenté en 1948. Le gouvernement par la majorité a été accompli en 1994.

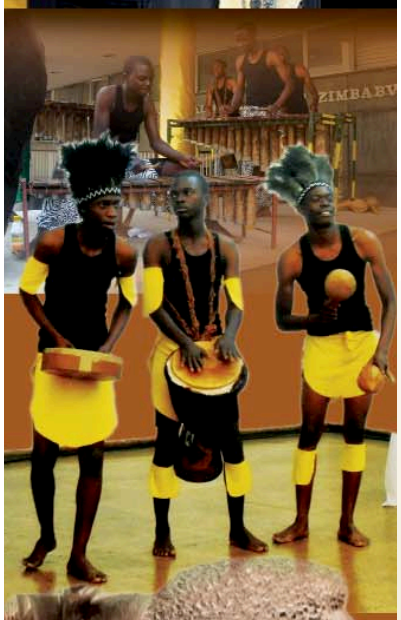
On s'attend à ce que les neuf provinces de l'ANC proposent des candidats pour les six premières positions du parti du président, le député du président, le président national, le secrétaire général, le député du secrétaire général et le trésorier général.

Les nominations sur les positions étaient dues d'officiellement s'ouvrir en Octobre.

On a élu Zuma le leader du parti politique le plus vieux de l'Afrique pendant la dernière conférence nationale de l'ANC tenu à Polokwane en Décembre de 2007.

La conférence Mangaung vient à la suite de la 4ème Conférence de Politique Nationale de l'ANC tenue en Août où le parti a résolu d'ouvrir la discussion sur les défis actuels faisant face à Afrique du Sud, en particulier le chômage, la pauvreté et l'inégalité.

La conférence de politique aussi bien entendu pour poursuivre la deuxième phase de la transition de l'Apartheid à une société démocratique nationale. ❒



l'Art comme un Vecteur pour l'Intégration Régionale

par Kizito Sikuka

AUSTRALE devrait intensifier des efforts pour promouvoir son industrie culturelle comme le secteur a le potentiel de diminuer la pauvreté, créer l'emploi et contribuer au développement socio-économique de la région.

Le célèbre expert des arts de la culture, Stephen Chifunyise l'a dit à un Symposium des Célébrations du Journée de la SADC tenu à Harare, Zimbabwe.

Il a dit qu'une industrie des arts et de culture pleine de vie était critique pour permettre à la région de dire sa propre histoire aussi bien que projeter ses propres identités culturelles uniques au monde.

"La SADC peut efficacement capitaliser sur sa diversité culturelle riche en développant des programmes collaboratifs pour commercialiser des produits de sa diversité culturelle," Chifunyise, qui est le président de l'Atelier des Arts Scéniques des Enfants (Chipawo), un groupe vedette des arts et de culture du Zimbabwean, a dit.

Il a dit que le prochain sommet de l'Organisation de Tourisme du Monde des Nations Unies (UNWTO) prévu pour la Zambie et le Zimbabwe en 2013 fournit une opportunité parfaite à la SADC pour approfondir la coopération et intensifier des efforts de promouvoir l'industrie culturelle.

Pour l'accomplir, il a dit qu'il y a le besoin d'identifier des parieurs clé dans les industries créatrices et culturelles qui produiront des produits culturels uniques et vendre "notre riche diversité culturelle régionale aux nombreux délégués de tourisme qui sont attendus assister à l'événement global."

Une approche si coordonnée garantirait que la région profite complètement du sommet UNWTO, qui est tenu en Afrique seulement pour la troisième fois après l'Egypte en 1995 et le Sénégal en 2005.

Chifunyise a aussi noté que les pays dans SADC ont "beaucoup des festivals des arts et culturels, qui, quand assemble, deviendront convenablement le trajet touristique de la SADC" l'encerclement des sites culturels comme les galeries, les parcs à thème et les musées, les parcs de récréation et d'amusement.

"La production et la présentation d'un Trajet Touristique de la SADC au prochain sommet UNWTO seraient une stratégie réalisable dans la promotion du tourisme durable dans la SADC," a-t-il dit.

"La production d'un telle instrument de marketing du tourisme demande la collaboration entre les parieurs dans le secteur de tourisme et les parieurs dans les arts et la culture en incluant les ministères, les institutions privées et publiques responsables des arts et de la culture."

Sur l'établissement du Système Informatique Culturel de l'Afrique Australe (SACIS), il a dit que "il est maintenant possible de ressusciter" l'idée en vue de la pénétration rapide de l'internet dans la région. SACIS a été monté il y a quelques années, mais en raison des défis différents, le projet a manqué de se soutenir.

"Il n'y a aucun doute que l'effondrement du projet de SACIS était surtout en raison du fait que les Etats Membres de la SADC étaient en ce temps-là pas prêts à loger l'utilisation des technologies d'informations et de communication en construisant et en échangeant des données sur le secteur culturel," il a dit.

Il a dit qu'un Système Informatique Culturel de la SADC serait un instrument essentiel pour fournir des données sur la performance de l'économie créatrice dans la région au Rapport de l'Économie Créateur Mondial qui est produit toutes les deux années par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement et le Programme de Développement des Nations Unies.

Le Symposium des Célébrations de la Journée de la SADC a été organisé par les ambassadeurs de la SADC accrédités au Zimbabwe dans la collaboration avec le Gouvernement du Zimbabwe, le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC), le Conseil National des Arts du Zimbabwe, l'Association des Arts du Zimbabwe, la Galerie Nationale du Zimbabwe et Chipawo.

L'événement, présidé par l'ambassadeur Angolais au Zimbabwe, SE Henrique Vaal Neto, a été visé à la célébration de la formation de la SADC – autrefois la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe(SADCC), une organisation avec l'objectif d'une cohésion régionale plus proche.

Le thème pour les célébrations était "l'Art comme un Vecteur pour l'Intégration Régionale dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe". ❐

Le Protocole de la SADC sur la Culture, les Informations et les Sports demande, parmi autres choses:

- La coopération dans la formulation et l'harmonisation des politiques culturelles des Etats Membres;
- La promotion d'une attitude qui tient compte de la culture dans les programmes de développement régionaux;
- Le développement et la promotion des institutions d'héritage culturel comme les bibliothèques, les musées et les archives dans le soutien des objectifs larges et spécifiques du Protocole;
- La création des directives de politique pour la préservation et la promotion de l'héritage culturel de la région dans toutes ses facettes différentes formulées dans la collaboration proche avec les parieurs pertinents;
- Les Etats Membres pour faire les industries culturelles une pierre angulaire importante de leurs économies nationales;
- Les Etats Membres pour prendre les mesures nécessaires pour nourrir, pour protéger et promouvoir leurs industries culturelles de bas âge;
- Les Etats Membres pour adopter des mesures destiné à promouvoir l'éco-tourisme comme un moyen de soutenir le développement des industries culturelles;
- Les Etats Membres pour organiser les festivals des arts et culturels pour poursuivre les idéaux d'intégration régionale; et
- Les Etats Membres pour organiser la mise en scène collective pendant les festivals internationaux des arts et de culture. ❐

Le sommet d'UNWTO – plus que juste le tourisme

par Kizito Sikuka

LE SOMMET international de tourisme 2013 prévu pour la Zambie et le Zimbabwe fournit encore une autre belle occasion à l'Afrique australe pour servir vitrine à ses nombreuses attractions touristiques aussi bien qu'approfondir l'intégration régionale.

Pourtant, il y a le besoin pour plus de coordination parmi les Etats membres SADC pour garantir qu'ils profitent complètement des opportunités présentées par l'événement global, qui est tenu en Afrique pour seulement la troisième fois.

La préparation collective par les Etats membres est importante, en estimant que quelques pays manquaient d'adéquatement profiter d'un événement global semblable – le tournoi de Coupe du Monde 2010 tenu dans Afrique du Sud il y a deux ans.

"... un quai réalisable pour commercialiser au monde..."

"EN 2010, les finales de Coupe du Monde de Football accueillies par Afrique du Sud ont offert SADC une opportunité à commercialise collectivement sa diversité riche. En août de 2013, la Zambie et le Zimbabwe accueilleront le Sommet d'Organisation de Tourisme de Monde de Nations Unies.

"Cela présentera une autre grande opportunité pour SADC pour efficacement capitaliser sur sa diversité créatrice et culturelle riche et énorme en développant collectivement un quai réalisable pour commercialiser au monde par cette réunion de professionnels de tourisme éminents et de touristes bien choisi et correctement packaged la variété riche de marchandises culturelles illustrant la diversité riche d'expressions culturelles des gens du SADC," a dit Stephen Chifunyise, un expert d'arts proéminent. ❒

Malgré leur proximité à Afrique du Sud, un certain nombre d'Etats membres SADC ne pouvaient pas attirer beaucoup de milliers de touristes qui sont descendus sur Afrique du Sud pour le long mois tournoi.

Dans la lumière de cela, il y a le besoin pour la région pour adéquatement préparer à la prochaine Organisation de Tourisme de Monde de Nations Unies (UNWTO) le sommet à être conjointement accueilli par la Zambie et le Zimbabwe en août de 2013 pour que l'Afrique du sud profite des opportunités présentées par cet événement global.

Le Ministre de Tourisme de Zimbabwéen, Walter Mzembi a dit à un Symposium de Célébrations de Jour SADC récent tenu à Harare que comme les pays d'accueil, la Zambie et le Zimbabwe avaient fait des pas significatifs dans l'assurance que l'événement est un énorme succès.

Il a dit que les dernières inspections par l'UNWTO avaient indiqué que les deux pays sont prêts à accueillir l'événement en 2013.

Il a demandé à tous les Etats membres SADC "de protéger cet événement," en disant que, semblable à la Coupe du Monde 2010, le sommet de tourisme avait les arrivées de touriste d'augmentation potentielles et déclenche des augmentations socio-économiques massives pour la région.

"SADC devrait relever le challenge," a-t-il dit, en ajoutant que la Zambie, le Zimbabwe et le reste de la région ont un choix pour faire ce sommet de tourisme "juste un autre atelier ordinaire ou une conférence de tourisme internationale".

"Le choix est le nôtre," a-t-il dit, en ajoutant que SADC et le reste de l'Afrique ne recevraient pas sans doute une autre opportunité d'accueillir un si énorme événement au cours des décades.

La région devrait, donc, prendre l'avantage maximum du sommet UNWTO prochain pour promouvoir des arrivées et approfondir l'intégration.

On s'attend à ce que plus de 2,000 délégués assistent au sommet UNWTO 2013. Ceux-ci incluent des décideurs clé dans l'industrie de voyage comme on s'attend à ce que le sommet discute et donne la direction au tourisme global.

On s'attend aussi à ce qu'aux touristes d'un bout à l'autre du monde visitent les deux pays à l'échantillon les attractions différentes.

En parlant au même séminaire, l'expert d'arts de Zimbabwean distingué, Stephen Chifunyise a dit que SADC devrait utiliser ses arts riches et culture aussi bien que ses attractions pour commercialiser le sommet UNWTO.

Il a dit que les pays doivent développer un quai réalisable où "les nombreux arts et les événements de culture dans la région peuvent devenir la colonne vertébrale du trajet de tourisme SADC."

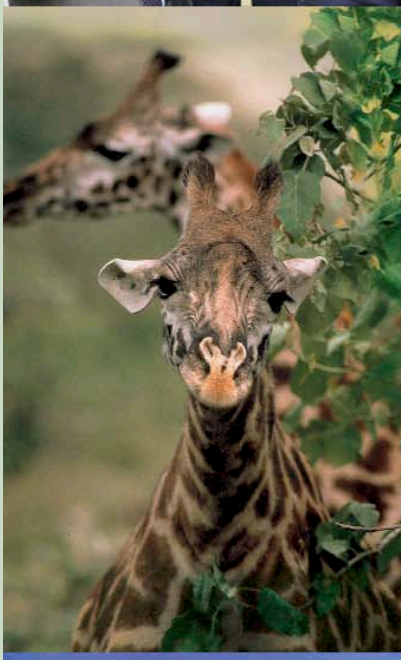
"La production et la présentation d'un Trajet de Tourisme SADC au prochain sommet UNWTO seraient une stratégie réalisable dans la promotion de tourisme dans la région," a-t-il dit.

Chifunyise a aussi demandé la coopération plus profonde entre les arts et l'industrie de culture et le secteur de tourisme.

D'autres participants ont dit que la Zambie, le Zimbabwe et SADC ont la capacité pour accueillir un sommet de tourisme réussi comme les conditions pour tenir un tel événement existent déjà . La région se vante d'une base d'infrastructure pleine de vie qui inclut des hôtels et des routes, aussi bien que de nombreuses attractions.

Pourtant, Mzembi a dit qu'il y a le besoin d'améliorer la cohérence aérienne dans la région.

"Notre cohérence est si pauvre. Nous devons l'améliorer, d'abord comme les pays individuels et ensuite comme une région," a-t-il dit. ❒



Les sondages d'Angola donnent du tonus au profil de la SADC comme une économie ferme

ON S'ATTEND à ce que les élections Angolaises récentes donnent du tonus aux perspectives économiques en Afrique australe et renforcent le profil de la région comme une destination ferme en investissement.

Les angolais ont donné le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) une autre autorité de continuer avec les réformes économiques et politiques qui ont pour l'instant garanti une transition lisse de la guerre à la stabilité dans le producteur deuxième en valeur de pétrole de l'Afrique.

L'Angola est la dernière présidence immédiate de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et a contribué de façon significative à l'économie régionale pendant la décade passée.

Le pays est une des plus grandes économies dans la SADC et a remporté d'autres états membres pendant la décade passée, en enregistrant une croissance à deux chiffres depuis 2004.

Des grands investissements dans l'infrastructure et dans le secteur des ressources minérales comme le pétrole et les diamants ont contribué à la performance impressionnante du pays dans laquelle l'économie a connu une croissance à deux chiffres pour la décade passée. Les termes améliorés de commerce en raison des prix de pétrole montant ont aussi contribué à la performance positive.

Le président José Eduardo dos Santos

Grâce à la bonne performance par l'Angola – qui a à un moment donné grandi aussi vite que 25 pour cent par an – l'économie régionale a fait en moyenne la croissance de cinq pour cent pour la plupart de la décade passée.

Selon les résultats finals libérés par la Commission Électorale Nationale (CNE), le MPLA mené par le Président José Eduardo dos Santos, a reçu 71.82 pour cent des 5.6 millions et plus des bulletins de vote au cours des élections parlementaires du 31 Août.

Cela était bas du 81 pour cent que la partie gouvernante a reçue pendant les élections générales précédentes tenues en 2008.

La partie d'opposition principale, l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), a presque doublé son compte à partir de 2008, venant le second avec 18.7 pour cent des votes valides, en haut du 10 pour cent il y a quatre ans.

La Convergence du Salut de l'Angola Coalition Électorale-large (CASA-EC), une coalition de quatre petites Parties, a pu seulement avoir six pour cent des votes. La CASA-EC était une des quatre coalitions qui ont contesté aux élections.

Des 220 places totales dans l'Assemblée nationale, 130 ont été contestés des listes fermées par la représentation proportionnelle et les 90 restants élu dans 18 circonscriptions électorales qui ont cinq places chacun.

L'assistance d'électeur était environ 60 pour cent, selon la commission électorale nationale.

La victoire du MPLA a assuré le Président dos Santos d'un autre terme en fonction. La nouvelle Constitution Angolaise en 2010 a aboli l'élection directe du chef d'Etat, avec la partie majoritaire dans l'assemblé gagnant le droit de nommer le président, qui choisira alors un vice-président.

Ceux-ci étaient les troisièmes élections depuis que l'Angola a gagné l'indépendance du Portugal en 1975. La première élection de postindépendance a été tenue en 1992, bien qu'il n'ait jamais été accompli parce que la guerre civile s'est renflammée, pendant que les deuxièmes sondages ont été tenus en 2008, six ans après la fin du conflit.

La Constitution limite le terme présidentiel en fonction à deux termes de cinq ans bien que cela n'inclue pas les années déjà servies par dos Santos ; et abolit le poste de Premier Ministre, avec le rôle supposé par le vice-président.

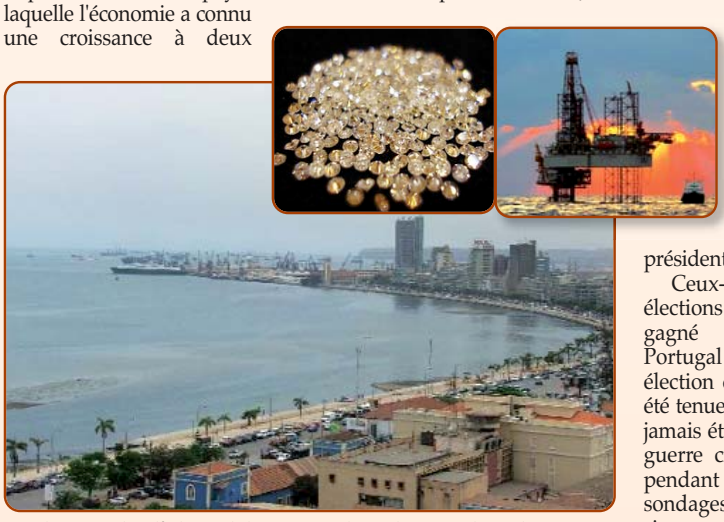
Les sondages ont été décrits comme pacifiques et en ordre par les observateurs de la SADC, de l'Union Africaine, de la Communauté Économique des Pays de l'Afrique Centrale, la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, le Forum des Commissions Électoral de la SADC et la Communauté des Pays Parlants Portugais.

Dans une déclaration collective, les chefs des six missions d'observateur ont dit que les élections générales ont été accomplies conformément aux principes internationaux et régionaux et aux directives gouvernant des élections démocratiques.

Ils ont félicité le peuple Angolais et les politiciens pour leur maturité dans le fait de permettre la conduite pacifique des sondages, mais ont demandé aux parties politiques et aux candidats de collaborer pour consolider la paix et la démocratie dans le pays.

"Les missions d'observateur félicitent vraiment les gens de l'Angola d'avoir exercé leur responsabilité civique dans une manière pacifique et ordonnée et une détermination à tenir les élections générales le 31 Août 2012 dans des façons qui consolident la paix, la sécurité et la stabilité, améliorent la réconciliation, promeuvent le processus démocratique et renforcent la fondation pour le développement social et économique davantage," la déclaration collective lit.

Ils ont, pourtant, demandé l'accréditation à propos des observateurs et des agents des parties politiques dans les sondages futurs aussi bien que l'aide de scrutin par les Angolais vivant dans la Diaspora. *sardc.net* ❐



L'Angola qui reçoit le Golfe de Luanda, les minéraux et le pétrole qui sont clé pour leur économie.

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des reponsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Tanyaradzwa Chiwara, Danai Majaha, Nobuhle Sithole.

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 P Johnson, P Ziramba, SARDC; D Martin, APG; ograniseafrica.com; forum.xcitefom.net; SARDC; P2 places.co.za; P Johnson, SARDC; P4 defenceweb.co.za; SARDC; D Martin, APG; roadsafety.co.za; P5 J Ngwawi, SARDC; P6 southafrica.org.com; infrastructureafrica.com; panorama.co.zw; P8, P9 P Ziramba, SARDC; infrastructureafrica.com; P10 Namibia Port Authority (NamPorts); P11 namibiansun.com; www.org.mz; www.gov.za; P12 P Ziramba, P Ziramba, T Ngwenya, SARDC; panorama.co.zw; P13 S Chikulo; nehandaradio.com; D Martin, APG; SARDC; P14 worldspresidents.com; angolafieldgroup.com; macauhub.com; P16 T Gustafson

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US$40 pour le reste de l'Afrique; et US$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

Journal des Événements Décembre-Octobre 2012

Octobre 1-5, Afrique du Sud	Le 24ème Symposium d'Hydro Africain Le Symposium d'Hydro Africain est un forum où le personnel opérant en hydro représentant des utilités électriques et les producteurs indépendants d'électricité de l'Afrique se rencontrent pour partager des idées et délibéré sur l'opération d'équipement d'hydroélectricité, la maintenance et l'administration.
12-13, Ethiopie	Le Second Forum des Laboratoires d'Idées Chine-Afrique Le forum sert comme une plate-forme à haut niveau pour les échanges théoriques et le dialogue civil Chine-Afrique. Il promeut un dialogue sincère et sans entraves sur les relations Chine-Afrique pour promouvoir la compréhension réciproque entre la Chine et l'Afrique
18, Zimbabwe	La 33ème Réunion du Comité Exécutive du SAPP La 33ème réunion exécutive du Pool d'énergie de l'Afrique Australe sera assistée par les 12 présidents directeurs généraux et les directeurs généraux des utilités membres du SAPP. Il portera sur la carte la voie vers l'acquisition du but d'intégrer la génération d'électricité et les réseaux de distribution régionale.
Novembre 30 Octobre – 2 Novembre, Afrique du Sud	le 13ème Symposium de WaterNet/WARFSA/GWP-SA Le symposium est une plate-forme pour les professionnels d'eau pour partager des avances dans la recherche et l'éducation rattachée à l'Administration des Ressources Intégrée d'Eau. Ils discuteront des nouvelles opportunités et des développements vers l'administration intégrée des ressources d'eau douce rares.
5-7, Afrique du Sud	La Conférence Internationale sur la Gouvernance d'Eau douce pour le Développement Durable La conférence réunira des décideurs, des directeurs d'eau, des scientifiques et une société civile à un forum où des nouvelles idées peuvent être partagées, nourries et développées du secteur d'eau et au-delà. Il est accueilli par un certain nombre de partenaires locaux, régionaux et internationaux.
5-9, Namibie	Les 10ème Célébrations Commémoratives de RERA L'Anniversaire à être tenu sous le thème "Encourageant le règlement d'électricité dans l'Afrique Australe", cherchera à reconsidérer la performance de RERA; Relancez l'Association dans la décade prochaine; Encouragez des relations plus proches parmi les membres et les parieurs clé; Améliorez l'image d'entreprise et la visibilité; et Reconnaissez des organisations et des individus qui ont fait des contributions exceptionnelles à RERA. Les interactions professionnelles impliqueront des discussions à haut niveau et des présentations des experts et des parieurs.
13-15, Mozambique	Le Forum d'Électrification Rural 2012 Le Forum d'Électrification Rural 2012 regardera à des motivations pour les programmes d'électrification ruraux, échangera et analysera les meilleures pratiques, la faisabilité et les questions de contrôle et discutera des nouvelles approches et des solutions permanentes pour maintenance dans les pays en voie de développement.
26 Novembre – 7 Décembre, Qatar	Le Sommet sur le Changement Climatique COP 18 La 18ème Conférence des Parties (COP 18) à la Convention du Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique sera tenue simultanément avec la Huitième Réunion des Parties au Protocole Kyoto (COP/MOP). COP 18 évaluera le progrès en traitant les problèmes du changement climatique.

Le 4 Octobre 1992

Paix de Mozambique
A 20 ans

L'OCTOBRE MARQUE le 20ème anniversaire de la signature historique de l'accord de paix Mozambicain qui a mis fin à la guerre civile du pays de 15 ans et a introduit une ère nouvelle de développement économique et social.

Général Peace Agreement (GPA) entre le gouvernement Mozambicain et les rebelles du Mouvement de Résistance National Mozambicain (Renamo) a été signé le 4 Octobre 1992 à Rome, en Italie, par l'ancien Président Joachim Chissano et le dirigeant du Renamo Afonso Dhlakama pendant une cérémonie assistée aussi par les dirigeants du Botswana et du Zimbabwe.

Les négociations, qui ont commencé en Juillet 1990, ont été négociées par une équipe de médiateurs de l'Église Catholique et du gouvernement Italien.

La délégation gouvernementale Mozambicain a été menée par Armando Emilio Guebuza (maintenant le Président du Mozambique) pendant que les négociateurs du Renamo étaient dirigés par Raul Domingos.

La guerre civile Mozambicain avait ses racines dans la situation géopolitique qui existait dans l'Afrique australe à l'époque.

L'indépendance du Mozambique et de l'Angola en 1975 a défié le gouvernement par la minorité blanche dans la région. Premièrement, les guerres d'indépendance en Angola et en Mozambique ont démontré que même à l'aide de grandes ressources militaires c'était pratiquement impossible pour une petite minorité blanche de garantir la sécurité de ses membres, sans parler d'exercer le contrôle sur les populations noires majoritaires dans ces pays.

La ruine du gouvernement portugais en Angola et en Mozambique, en conséquence, a donné l'espoir à la résistance noire dans Afrique du Sud et de ce temps-là la Rhodésie (maintenant le Zimbabwe).

Deuxièmement, dans les deux pays les mouvements révolutionnaire socialiste ont gagné le pouvoir.

Le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) et le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) avait collaboré avec les mouvements de libération dans l'Afrique du Sud et dans la Rhodésie et les a ouvertement soutenus, aussi bien qu'offrir un refuge sûr d'où ils pourraient coordonner des opérations et entraîner des nouvelles forces armées.

C'était surtout ravageur pour la Rhodésie dont les forces armées ont manqué du personnel pour efficacement protéger sa frontière de 1,287 kms avec le Mozambique contre les combattants de libération.

En même temps, le gouvernement permettant l'apartheid et le régime de Smith ont perdu le Portugal comme un allié et, avec cela, des milliers de soldats qui avaient été déployés dans les guerres coloniales portugaises.

La position de la minorité blanche dans Afrique du Sud et dans la Rhodésie avait été sévèrement affaiblie par les événements de 1974/75 qui a causé le renversement du régime de Caetano au Portugal.

Par conséquent, le fait de saper la capacité des pays nouvellement indépendants pour soutenir les combattants de libération Zimbabwéens et Sud-Africains est devenu la stratégie principale de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie pour répondre à cette nouvelle menace. Cela a causé la formation du Renamo Commandée par la Rhodésie en 1976. ❐

Une Chandelle sur Kilimanjaro

MWALIMU JULIUS Nyerere a allumé la flamme qui a enflammé la libération de l'Afrique de la règle coloniale.

"Nous, les gens de Tanganyika, voudrions allumer une chandelle et le mettre sur le haut de Mont Kilimanjaro qui brillerait au-delà de nos frontières donnant l'espoir où il y avait le désespoir, l'amour où il y avait la haine et la dignité où il y avait auparavant seulement l'humiliation."

Dans un discours réputé qui est devenu connu comme "une Chandelle sur Kilimanjaro", le président fondateur de la République Unie de la Tanzanie a fait cet engagement, même avant l'Indépendance, garantir que l'Afrique, dont la plupart était toujours sous la règle coloniale, a été libérée.

Il est mort il y a 40 ans plus tard le 14 Octobre 1999. Ce jour est commémoré en Tanzanie comme la journée Mwalimu Nyerere pour célébrer sa vie et ses réalisations comme le père de la nation (Baba wa Taifa). Le jour marque le point culminant de la Course de Torche Uhuru, après que la torche de liberté est portée autour du pays par les équipes de coureurs.

JOURS FERIES DANS LA SADC
Octobre-Décembre 2012

4 Octobre	Journée de Paix et de Réconciliation National	Mozambique
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 Octobre	Journée de Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Fete des Mères	Malawi
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1 Novembre	Toussaint	Seychelles, Madagascar, Ile Maurice
2 Novembre	Journée de Souvenir	Angola
11 Novembre	Journée de l'Indépendance National	Angola
12 Novembre	Jour Férié	Angola
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée International des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de la Réconciliationon	Afrique du Sud
17 Décembre	Jour Férié	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée de l'Unité National	Zimbabwe
25 Décembre	Noël	Toute la SADC
26 Décembre	Journée de la Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Le lendemain de Noël	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe